

## Programme des conférences

### 16<sup>e</sup> UNIVERSITÉ AFCDP DES DPO



Après le succès de l'édition 2021 totalement dématérialisée, l'Université AFCDP des DPO revient en 2022 sous une forme mixte. La 16<sup>e</sup> édition de l'Université se déroulera avec :

- une journée en « présentiel » le **10 février 2022** à la **Maison de la Chimie**
- **6 sessions numériques mensuelles** d'une demi-journée de 14h à 17h aux dates suivantes :  
25 mars – 29 avril – 20 mai – 30 septembre – 28 octobre – 25 novembre

**Cette 16<sup>e</sup> édition de l'Université AFCDP des DPO devrait être à nouveau la plus grande conférence organisée en France sur le thème de la conformité au RGPD.**

- Contribution :
- **Adhérents AFCDP** (à jour de leur cotisation, sans condition d'ancienneté, exclusivement sur inscription via le site de réservation en ligne) : **110 € net** (journée du 10 février + 6 demi-journées)
  - **Non-Adhérents** : **650 € net**

#### Cette conférence bénéficie du soutien de :



#### Partenaires Presse :



#### Partenaire :



**JEUDI 10 FÉVRIER 2022**

## MATINÉE : PLÉNIÈRE

Les débats seront animés par **Philippe Salaün, Secrétaire général de l'AFCDP**



(Prise de parole 9h00)



**Ouverture de la conférence**  
**Paul-Olivier Gibert, Président de l'AFCDP**

### Défenseur des droits : quelle place pour les données personnelles ?

**Gaëtan Goldberg, Chargé de mission numérique, droits et libertés, Défenseur des droits**



Claire Hédon est la Défenseure des droits depuis le 22 juillet 2020. Longtemps active au sein d'ATD Quart Monde, dont elle est devenue présidente en 2015, elle y a mené des combats comme la participation accrue des parents à l'école, la définition d'un 21<sup>e</sup> critère légal de discrimination pour cause de précarité sociale, ajouté dans le Code pénal le 14 juin 2016, ou la participation des plus pauvres à l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques. Elle a également porté le projet Territoires zéro chômeur de longue durée, qui a débouché sur une loi d'expérimentation votée à l'unanimité à l'Assemblée et au Sénat en 2016, expérimentée depuis 2017 dans 10 territoires.

### Comment réagir face à une demande de rançon, et autres situations de crise ?



**Christophe Caupenne, PDG de Caupenne Conseil**

Policier pendant 25 ans en tant qu'inspecteur en Police Judiciaire, Christophe Caupenne a été pendant 12 ans Commandant au RAID, Chef du groupe Gestion de crise et Négociation. Il a réalisé plus de 350 opérations de forcenés, prises d'otages, mutineries, kidnappings à l'étranger. C'est un spécialiste de « l'humain », du management, de la performance, de la négociation de situation à haut risque, un expert en communication et en résolution de conflits. Son cabinet est spécialisé en négociation, gestion et communication de crise, management et sûreté, et intervient auprès des sociétés et des organismes publics pour les accompagner pendant la crise, lors d'un changement important ou dans le cadre d'un partage d'expérience et de savoir-faire.

Cette manifestation bénéficie du soutien des sociétés :

[OneTrust](#) - [Add Value Assurances](#) - [Adequacy](#) - [ALIAS](#) - [Apave](#) - [Dastra](#) - [deepeo](#) - [DPO Consulting](#) - [Droon](#)  
- [HS2](#) - [Mathias Avocats](#) [Smart Global Governance](#) - [TNP Data Protection](#)  
[ISEP Formation continue](#)  
[CNP Assurances](#) - [Deloitte](#) - [Microsoft](#)

## Revue de presse annuelle



**David Abiker**, *Journaliste et chroniqueur*

David Abiker est journaliste et chroniqueur à la radio et à la télévision. Il intervient également dans divers magazines.

Les technologies numériques et leur impact font partie de ses sujets de prédilection.

## L'impact de la crise sanitaire sur l'état des droits et libertés des citoyens

**Maryse Artiguelong**, *Vice-présidente de la Ligue des Droits de l'Homme, Responsable du Groupe de travail Libertés & TICs*

Maryse Artiguelong est membre du Comité central de la Ligue des droits de l'Homme et spécialiste des données personnelles et de la protection de la vie privée.



## Intervention de la CNIL



**Marie-Laure Denis**, *Présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés*

Cette manifestation bénéficie du soutien des sociétés :

[OneTrust](#) - [Add Value Assurances](#) - [Adequacy](#) - [ALIAS](#) - [Apave](#) - [Dastra](#) - [deepeo](#) - [DPO Consulting](#) - [Droon](#)  
- [HS2](#) - [Mathias Avocats](#) [Smart Global Governance](#) - [TNP Data Protection](#)  
[ISEP Formation continue](#)  
[CNP Assurances](#) - [Deloitte](#) - [Microsoft](#)

## APRÈS-MIDI DU 10 FÉVRIER : ATELIERS

### DPO et RSSI : un pas de deux cadencé autour de la cybersécurité et la protection des données

*Le DPO et le RSSI sont des alliés naturels, dont les expertises sont complémentaires en matière de cybersécurité et de protection des données à caractère personnel. Leur collaboration permet d'assurer l'efficacité de leurs actions respectives, dans un contexte marqué par la recrudescence des attaques informatiques protéiformes.*

*Cet atelier permettra d'avoir des regards croisés RSSI et DPO, ainsi les participants pourront en tirer des retours d'expérience, de pratiques, des enseignements utiles à leur quotidien.*



**Garance Mathias,**

*Avocat fondateur, Mathias Avocats et DPO externe*

**Aline Alfer,**

*Avocat Mathias Avocats  
Avocate et DPO externe*



**Amandine Kashani-Poor, DPO AFD**

**Hervé Fortin, DPO SERVIER,  
Membre du CESIN**



**Benoit Fuzeau, Vice-Président du CLUSIF, RSSI**

### À côté du RGPD : les autres cadres juridiques existants

**Fabrice Mattatia, DPO du Ministère de l'Intérieur**



*Nous avons tous l'habitude du RGPD, mais celui-ci ne régit pas l'intégralité des traitements de données personnelles. Plusieurs secteurs lui échappent : les traitements de lutte contre les infractions dans le cadre de la directive « police-justice », les traitements de renseignement et de défense, les activités qui ne sont pas de la compétence de l'Union européenne... Petit tour d'horizon de ces cadres juridiques différents qui remplacent le RGPD et qui, vous le verrez, concernent chacun d'entre nous.*

Cette manifestation bénéficie du soutien des sociétés :

[OneTrust](#) - [Add Value Assurances](#) - [Adequacy](#) - [ALIAS](#) - [Apave](#) - [Dastra](#) - [deepeo](#) - [DPO Consulting](#) - [Droon](#)  
- [HS2](#) - [Mathias Avocats](#) [Smart Global Governance](#) - [TNP Data Protection](#)  
[ISEP Formation continue](#)  
[CNP Assurances](#) - [Deloitte](#) - [Microsoft](#)

## PROGRAMME DES ATELIERS EN FORMAT NUMERIQUE

**25 mars 2022 – Mettre en œuvre**

### **Créer et animer un réseau de référents : retour d'expérience**

**Bruno Rasle**, Délégué à la Protection des Données mutualisé d'une Branche de la Sécurité sociale, ancien Délégué général de l'AFCDP, chargé de formation au sein du Mastère spécialisé « Management et protection des données personnelles » de l'ISEP

Le Délégué à la Protection des Données ne possède pas le don d'ubiquité. Dans certaines circonstances, il doit pouvoir s'appuyer sur des référents (ou des relais) positionnés au sein d'entités géographiquement éloignées pour pouvoir assurer leur conformité. C'est le cas de l'intervenant, désigné comme DPD mutualisé pour une centaine d'organismes de l'une des branches de la Sécurité sociale. Fort de quelques années de recul ; il se propose de partager constats et conseils. Sans surprise, ceux liés aux aspects humains sont prépondérants, car si seul on va vite, ensemble on va loin.

### **Quelques ingrédients pour accélérer l'émergence et l'adoption d'une culture de la protection des données personnelles dans votre organisation**

**Christophe Layen**, conseil et coach en communication transformationnelle, fondateur de Cultures et Mutation

À l'heure où 52 % des DPD ont « le sentiment qu'il y a encore du chemin à faire avant de considérer leurs organisations comme conformes au RGPD et autres mesures de protection des données privées », l'objectif de l'intervention est de leur présenter certaines bonnes pratiques qui pourraient les aider à atteindre cet objectif de conformité. Issues des mondes de la sécurité au travail, notamment des organisations de haute fiabilité (High Reliability Organisation) et de la protection des systèmes d'information, ces pratiques organisationnelles et leurs transpositions opérationnelles dans le monde du RGPD pourront certainement accélérer l'émergence et l'adoption d'une « culture » qui incite l'ensemble de vos parties prenantes à mieux protéger les données personnelles, dans la durée.

### **Comment intégrer l'actualité sanitaire dans la stratégie de conformité RGPD de votre structure ?**

**Maxime Diot**, Responsable Juridique, Conformité à l'Institut Pasteur de Lille

**Sylvain Staub**, PDG de Data Legal Drive

Jamais la donnée n'aura été aussi convoitée. La crise sanitaire provoquée par la Covid-19 aura exacerbé la quête de l'information et de la donnée - de santé notamment - à tous les niveaux. La question du contrôle est en jeu, celui des dérives en embuscade ; et derrière ces informations si prisées et éminemment personnelles se cache toute une société d'hommes et de femmes soucieuse de leur protection. Le DPO s'est imposé comme l'un des maillons essentiels de cette chaîne de protection.

L'année a été marquée par de nombreuses actualités liées à la protection des données personnelles et au RGPD. Au-delà du cadre réglementaire strict et des mesures juridiques à appliquer au sein des organisations, ces sujets d'actualité posent des enjeux majeurs pour les Data Protection Officers et services juridiques. Comment faire preuve d'agilité pour réagir aux nouvelles directives liées à l'actualité sanitaire ? Comment mener des actions concrètes et efficaces ? Comment sensibiliser l'ensemble de son organisation ? Comment convaincre les Directions métiers ? Toutes ces questions seront abordées lors d'une conférence animée par Maxime DIOT, Responsable Juridique, Conformité à l'Institut Pasteur de Lille et Sylvain STAUB, PDG de Data Legal Drive.

Cette manifestation bénéficie du soutien des sociétés :

[OneTrust](#) - [Add Value Assurances](#) - [Adequacy](#) - [ALIAS](#) - [Apave](#) - [Dastra](#) - [deepeo](#) - [DPO Consulting](#) - [Droon](#)  
- [HS2](#) - [Mathias Avocats](#) - [Smart Global Governance](#) - [TNP Data Protection](#)  
[ISEP Formation continue](#)  
[CNP Assurances](#) - [Deloitte](#) - [Microsoft](#)

---

## 29 avril 2022 - Voyager

---

### Échange avec les pays tiers : assurer sa conformité dans un monde Post-Privacy Shield - Challenge ou opportunités ?

Sébastien Serve, Responsable de l'offre Compliance

Quentin Sgard, Consultant protection des données

La sécurisation des transferts de données en dehors de l'UE est un sujet central pour tous, notamment mis en lumière par l'utilisation massive de solutions Cloud proposées par des prestataires situés hors UE.

L'inégalité des réglementations entre l'UE et les États-Unis, ainsi que la décision rendue par la CJUE dans l'affaire SCHREMS, obligent les structures publiques et entreprises européennes à renforcer les aspects juridiques par de nouveaux moyens.

Face à des réglementations locales de plus en plus contraignantes, les acteurs doivent repenser leurs stratégies numériques, intégrant une approche alliant sécurité et flexibilité by-design.

Cette intervention montrera comment le DPO doit aller au-delà des SCC afin d'assurer une sécurité by-design des transferts de données vers des pays tiers.

### Retour d'expérience Dassault Systèmes de la mise en conformité RGPD outillée d'une base de données RH monde

Isabelle du Chatelier, Global Data Protection Officer chez Dassault Systèmes

Jawaher Allala, Dirigeante de la société Systnaps, éditeur spécialisé dans le Data management

L'objectif de l'intervention est de présenter le retour d'expérience du projet Dassault Systèmes DLM People (Data Lifecycle Management) concernant la mise en conformité RGPD dès 2016 d'une instance applicative SIRH (Système d'Information de Ressource Humaine), phase de Build et Run.

Dassault Systèmes, « The 3DEXPERIENCE Company », a pour mission d'apporter aux entreprises et aux personnes des univers d'expérience 3D (3DEXPERIENCE) leur permettant d'imaginer des innovations durables, afin d'harmoniser les produits, la nature et la vie au travers d'un portefeuille de produits et d'Industry Solution. La gestion de ses 20 000 collaborateurs répartis à travers le monde dans le respect des lois applicables et notamment du RGPD est une composante essentielle des ressources humaines.

Systnaps éditeur de logiciels éco-responsable, expert en Data Management, a pour mission d'accompagner ses clients dans la mise en conformité outillée de leur patrimoine de données sur l'ensemble de son cycle de vie au travers de 4 modules intégrés : Governance, Modeling, Regulation et Lifecycle.

### Comité européen de la protection des données 2020-2021 : Quelles recommandations pour la gestion des droits des personnes concernées ?

Rosario Murga Ruiz, Consultante en protection des données personnelles, RECITAL ONE.

Cette présentation portera sur les principaux aspects découlant des lignes directrices publiées par le CEPD en 2020 et 2021, sur les droits des personnes concernées.

Des réponses seront données à des questions telles que :

- Qui est responsable de gérer les droits des personnes concernées dans une situation de coresponsabilité ?
- Les délais de réponse peuvent-ils être prolongés en se basant sur le fait que les informations nécessaires doivent être fournies par le sous-traitant ?
- Lorsque l'utilisateur d'un réseau social fait l'objet de ciblage et exerce son droit d'accès, faut-il lui fournir des informations concernant les critères de ciblage ?
- Le propriétaire d'un véhicule connecté peut-il exercer son droit à la portabilité s'il vend sa voiture ?
- Si un utilisateur exerce son droit de suppression après avoir effectué un achat via un assistant vocal virtuel, la boutique en ligne peut-elle continuer à traiter les données de la commande ?

Cette manifestation bénéficie du soutien des sociétés :

[OneTrust](#) - [Add Value Assurances](#) - [Adequacy](#) - [ALIAS](#) - [Apave](#) - [Dastra](#) - [deepeo](#) - [DPO Consulting](#) - [Droon](#)  
- [HS2](#) - [Mathias Avocats](#) [Smart Global Governance](#) - [TNP Data Protection](#)  
[ISEP Formation continue](#)  
[CNP Assurances](#) - [Deloitte](#) - [Microsoft](#)

---

## 20 mai 2022 - Réguler

---

### Comment gérer une demande de droit d'accès d'un salarié portant sur des e-mails ?

**Florence Gaullier**, Avocate au barreau de Paris, Cabinet Vercken & Gaullier

**Lorette Dubois**, Avocate au barreau de Paris, Cabinet Vercken & Gaullier

**Vincent Guhur**, Juriste en charge des données personnelles / Délégué à la protection des données, Groupe LFB

*Comment répondre à une demande de droit d'accès formée par un salarié, actuel ou non, et portant sur des données à caractère personnel incluses dans des e-mails conservés par son entreprise ?*

*La réponse à y apporter est généralement délicate.*

*Ces demandes interviennent en effet souvent dans le cadre d'un précontentieux ou d'un contentieux. La masse d'informations concernée peut être très importante. Elle peut en outre comporter des informations ou documents qui pourraient préjudicier aux droits et intérêts de tiers ou aux intérêts de l'employeur.*

*À la lumière de la doctrine et des décisions existantes en France mais également dans les autres États européens, nous proposerons des « lignes directrices » pratiques pour répondre à ces demandes.*

### Durée de conservation des données : entre impératifs légaux et pragmatisme

**Dominique Bricot**, DPO ADMR

**Valentin Thevenot**, DPO

*Si le privacy by design amène inévitablement les DPO à questionner la collecte de données personnelles, à l'autre bout de la chaîne, la question de leur suppression demeure un enjeu majeur. Comment définir la durée de conservation idéale ? Quels réflexes doit-on avoir avant de détruire des données personnelles ? Comment concilier impératifs légaux et pragmatisme opérationnel ? Approche macro ou approche en dentelle, avantages et inconvénients des deux méthodes ? Quels peuvent être les freins et comment les dépasser ? Quels outils pour réussir son désarchivage de façon sereine ? Retour d'expérience croisé sur le désarchivage à l'épreuve du terrain.*

### Site d'avis en ligne : Validité du consentement, responsabilité et dommages collatéraux

**Vincent Lermigny**, Responsable d'exploitation des SI - Groupe Almayviva Santé

**Raphaël Dana**, Avocat au barreau de Paris

*La qualité des produits et des services, et la satisfaction qu'ils procurent aux clients, usagers et patients, sont étroitement liés à l'expression d'avis accessibles en ligne, par tous.*

*Dans la plupart des cas, l'utilisateur s'identifie de ses nom et prénom, et partage plus ou moins de données personnelles.*

*Des pratiques apparaissent, qui semblent trahir le consentement de l'utilisateur qui dépose un avis : avis négatifs supprimés entièrement ou en partie, avis positifs publiés beaucoup plus rapidement que des avis négatifs, faux avis positifs.*

*Il est notable que les avis révèlent beaucoup d'informations sur la vie privée en consultant un profil de la personne.*

*Les conséquences peuvent être désastreuses, notamment dans les domaines de l'octroi de crédit bancaire, et dans celui du recrutement.*

Cette manifestation bénéficie du soutien des sociétés :

[OneTrust](#) - [Add Value Assurances](#) - [Adequacy](#) - [ALIAS](#) - [Apave](#) - [Dastra](#) - [deepeo](#) - [DPO Consulting](#) - [Droon](#)  
- [HS2](#) - [Mathias Avocats](#) - [Smart Global Governance](#) - [TNP Data Protection](#)  
[ISEP Formation continue](#)  
[CNP Assurances](#) - [Deloitte](#) - [Microsoft](#)

---

## 30 septembre 2022 - Contrôler

---

### Contrôle CNIL – retours d'expérience et principes de bonne conduite

**Matthieu Camus**, *Président de Privacy Impact*

**Jérôme de Mercey**, *co-fondateur de Dastra*

*Le contrôle par la CNIL de la conformité des responsables de traitement et/ou sous-traitants de données permet de vérifier la mise en œuvre concrète de la loi et du RGPD. Ces contrôles sont réalisés sous différentes formes et de manière complémentaire : sur place, sur pièces, sur convocation ou en ligne.*

*Tout organisme peut se préparer à ces contrôles à travers une procédure qui présente le comportement à tenir. La réflexion menée peut prévoir une équipe de gestion du contrôle, une liste des éléments transmissibles à la CNIL ainsi qu'une procédure de coordination avec les équipes potentiellement concernées.*

*Nous présenterons ensemble certains principes de bonne conduite et nous échangerons sur les comportements attendus des personnes sollicitées au cours des investigations de la CNIL.*

### Retour d'expérience sur la mise en place d'un dispositif de contrôle sur la protection des données à caractère personnel

**Virginie Drovin-Herouard**, *Responsable des contrôles au sein du Service DPO – CNP Assurances*

*Cet atelier permettra de présenter le retour d'expérience de CNP Assurances sur la mise en place de son dispositif de contrôle. En effet, intégré dès 2017 à la genèse du projet dédié à la mise en conformité au RGPD, le dispositif de contrôle de CNP Assurances a permis de modeler les différents livrables pour garantir au mieux l'efficacité du nouveau dispositif de gouvernance.*

*Nous aborderons la manière dont ont été définis les contrôles, comment s'opèrent leur réalisation et les apports de la démarche. Pour finir nous évoquerons les chantiers en cours sur les filiales de CNP Assurances en France mais également à l'international dans le cadre d'une coordination au sein du Groupe.*

### Modélisation d'un Projet type pour réalisation d'une AIPD : Retour d'expérience

**Philippe Bost**, *Chargé de mission délégué à la protection des données, Clermont Auvergne Métropole*

*L'atelier permet de retracer la démarche d'un DPO lambda seul pour passer le cap d'une première AIPD : contexte Collectivités Locales (propositions réutilisables sur d'autres secteurs). Il s'est fixé un objectif de rationaliser et de standardiser au mieux le process et les outils afin de pouvoir ensuite utiliser un modèle pour « industrialiser » la production des autres PIA. Il a fait son « apprentissage » sur une première AIPD concernant la « Vidéoprotection Urbaine de la Ville de Clermont-Ferrand » puis a affiné sur une AIPD portant sur le SIGB de la Métropole « Système Intégré de Gestion des Bibliothèques » et sur la gestion du CHRS Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale pour le CCAS. Du vécu, de la méthode, des outils, des constats à partager sur ce sujet complexe.*

Cette manifestation bénéficie du soutien des sociétés :

[OneTrust](#) - [Add Value Assurances](#) – [Adequacy](#) – [ALIAS](#) – [Apave](#) - [Dastra](#) – [deepeo](#) - [DPO Consulting](#) – [Droon](#)  
– [HS2](#) – [Mathias Avocats](#) [Smart Global Governance](#) – [TNP Data Protection](#)  
[ISEP Formation continue](#)  
[CNP Assurances](#) - [Deloitte](#) - [Microsoft](#)



---

## 28 octobre 2022 - Organiser

---

### Comprendre les enjeux du RGPD dans vos contrats : quand, pourquoi et comment rédiger ses DPA ?

**Claudia Weber**, Avocat Fondateur ITLAW AVOCATS

**Marine Hardy**, Avocat ITLAW AVOCATS

**Jérôme Dalmont**, Avocat ITLAW AVOCATS

*Le RGPD rend obligatoire la conclusion d'un contrat entre le responsable de traitement et son sous-traitant de données personnelles, le « data processing agreement » qui prévoit notamment les obligations et de responsabilité des parties. Il ne doit pas être négligé, de nombreuses clauses peuvent avoir des effets juridiques et opérationnels majeurs comme les clauses d'audit, de responsabilité ou de garantie.*

*Forts de notre expertise en la matière appliquée au quotidien lors de la rédaction et négociation de DPA, notre présentation portera sur les enjeux juridiques et opérationnels du DPA et notamment :*

- *Éléments utiles et qualification des différents acteurs*
- *Obligations et responsabilités,*
- *Risques en cas de manquements à ses obligations,*
- *Négocier la clause de « sous-traitance.*

### Actualités 2021/2022 de jurisprudence sur la protection des données personnelles et points de vigilance

**Vanessa Younès-Fellous**, Avocate au Barreau de Paris

*Cet atelier a pour objectif d'identifier, à travers une sélection de jurisprudence récente (2021/2022) principalement de la CNIL et portant sur différentes thématiques, des points de vigilance/attention pouvant aider les délégués à la protection des données personnelles et adhérents de l'AFCDP dans l'exercice de leurs fonctions.*

Cette manifestation bénéficie du soutien des sociétés :

[OneTrust](#) - [Add Value Assurances](#) – [Adequacy](#) – [ALIAS](#) – [Apave](#) - [Dastra](#) – [deepeo](#) - [DPO Consulting](#) – [Droon](#)  
– [HS2](#) – [Mathias Avocats](#) [Smart Global Governance](#) – [TNP Data Protection](#)  
[ISEP Formation continue](#)  
[CNP Assurances](#) - [Deloitte](#) - [Microsoft](#)

---

25 novembre 2022 - Partager

---

## Bilan du Groupe de travail « Marketing Digital »

### La création d'un Comité de Sécurité des Systèmes d'Information au sein de la ville de Tours et Tours Métropole Val de Loire

Hugues Duroir, DPO Ville de Tours et Tours métropole Val de Loire

*La Ville de Tours s'est déjà engagée dans une démarche générale de sécurisation et de protection de ses données par l'approche des risques. Cependant la Collectivité ne dispose pas de RSSI, ainsi il a été créé depuis 2019, le Comité de Sécurité des Systèmes d'Information (CSSI). Il a pour objectif de renforcer la sécurité et prévenir les dommages liés aux cyber attaques ce qui représente un réel atout dans le management des systèmes d'information. Aussi, Il a la responsabilité du management de la sécurité du système d'information (SI). A ce titre, il définit, anime et coordonne l'ensemble des tâches de maîtrise d'œuvre de la sécurité du système d'information. Il est responsable du traitement des directives de la PSGPI et des différentes politiques spécifiques de sécurité sur le périmètre informatique. Dès lors, sa mission est orientée vers le pilotage et la supervision, avec la définition de procédures, de politiques, et le contrôle de la mise en œuvre.*

### Point Actualité

Cette manifestation bénéficie du soutien des sociétés :

[OneTrust](#) - [Add Value Assurances](#) – [Adequacy](#) – [ALIAS](#) – [Apave](#) - [Dastra](#) – [deepeo](#) - [DPO Consulting](#) – [Droon](#)  
– [HS2](#) – [Mathias Avocats](#) [Smart Global Governance](#) – [TNP Data Protection](#)  
[ISEP Formation continue](#)  
[CNP Assurances](#) - [Deloitte](#) - [Microsoft](#)